

Rapport annuel sur l'état de la France

Réconcilier la France

Déclaration du groupe UNAF

Les Français portent sur leur avenir un regard sombre. Ils sont plutôt pessimistes. Ce pessimisme serait-il une des causes de la baisse de la natalité depuis 2 ans ? Le Rapport annuel sur l'état de la France en 2017 porte le projecteur sur le hiatus entre, d'un côté, ces perceptions ou représentations collectives, et de l'autre des statistiques avec des réalités certes à améliorer mais ne justifiant pas à elles seules un tel constat. Déjà la campagne présidentielle de 1995 avait fait de la fracture sociale son thème central. Plus de 20 ans après, les écarts sociaux et territoriaux sont toujours là et pour certains aggravés, que ce soit sur les questions de chômage, d'éducation, d'accès aux soins et à internet, autant d'enjeux majeurs.

Le groupe de l'UNAF tient à rappeler cependant l'attachement des Français à la famille, plébiscitée à 94 % comme un premier cercle de confiance et d'exercice des solidarités et donnant une sens à leur vie.

Le Rapport annuel avance des pistes pour remplir les conditions d'une France réconciliée. Le groupe de l'UNAF partage dans son ensemble le diagnostic posé. Il souhaite mettre l'accent sur trois sujets.

« Porter les efforts sur l'école pour lutter plus efficacement contre les inégalités » doit être mis en œuvre rapidement pour renverser la tendance d'une reproduction des inégalités. Cela passe par une priorité donnée au premier degré pour essayer de dépasser les difficultés avant même qu'elles ne s'enracinent et ne deviennent pratiquement insurmontables. L'accent mis sur l'école suppose aussi de favoriser des pédagogies différenciées qui décèlent toutes les aptitudes et respectent les temps d'acquisition de chacun. Renforcer le lien école-famille est un gage de réussite pour les enfants : l'implication des parents dans l'école contribue aux résultats scolaires, à l'émergence des aspirations professionnelles des jeunes, à la persévérance, à l'autonomie, à l'estime de soi.

Les institutions sociales doivent se rendre plus sensibilisées et plus proches de la population au risque de voir les communautarismes se développer. L'avis ouvre des perspectives avec davantage de réponses de proximité. Le groupe de l'UNAF soutient aussi l'implication du secteur de l'économie sociale et solidaire dont les initiatives permettent déjà d'apporter des réponses aux familles dans les territoires.

Enfin, l'accent mis dans le projet d'avis sur la nécessité de prévenir le non-recours aux droits retient notre attention. Le non-recours aux droits est un signe de la complexité de notre modèle social. Le groupe de l'UNAF tient à rappeler qu'une stratégie de réduction de la pauvreté se limitant à des aides ciblées peut trouver d'importantes limites dont celle du non-recours aux aides. Les comparaisons européennes montrent que les aides attribuées sans condition de ressources sont la meilleure arme pour lutter contre la pauvreté.

Le groupe de l'UNAF a voté l'avis.